

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAUDELET HOLDING

LIEUDIT LES PRAIRIES
59173 Blaringhem

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET_Blaringhem_000700066
2\2_Inspections\2025 03 28 Alvéole amiante
Code AIOT : 0007000662

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement BAUDELET HOLDING implanté lieu dit les prairies 59173 Blaringhem. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel 2025 de la DREAL Hauts de France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET HOLDING
- lieu dit les prairies 59173 Blaringhem

- Code AIOT : 0007000662
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BAUDELET exploite sur les communes de BLARINGHEM, BOESEGHEM (59) et WITTES (62) un complexe de traitement et de valorisation de déchets non dangereux.

A ce jour, elle exploite sur les 120 hectares de son « Eco-parc » de nombreuses installations portant sur le tri, le traitement, la valorisation et l'enfouissement de déchets.

Les principales activités sont :

- le stockage de déchets non dangereux ;
- la plate-forme de traitement des métaux, ferrailles et véhicules hors d'usage ;
- un centre de tri de déchets industriels et de déchets issus des collectes sélectives d'ordures ménagères ;
- une plate-forme de traitement des mâchefers ;
- une unité de traitement de terres et sédiments pollués non dangereux ;

Les activités du site sont réglementées par arrêté préfectoral du 03/08/2020. Le site est soumis au régime de l'autorisation.

Elle fait l'objet de 4 arrêtés de mise en demeure, l'un du 26 septembre 2022 portant sur les rejets aqueux, le second du 6 juin 2024 portant sur les travaux de couverture de l'ISDND, le 3ème du 13/02/25 portant sur la prévention de la légionellose et le 4ème du 13/02/25 sur la plateforme sédiments.

Le site est autorisé à exploiter une alvéole de stockage d'amiante d'une capacité maximale de stockage de 259 900 tonnes à raison de 30 000 tonnes/an. Cette activité est reprise aux rubriques 3510-1 et 2760-2-b de la nomenclature des ICPE en régime d'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Relevé	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.4.5.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.3.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant envisage d'augmenter sa capacité de stockage d'amiante ainsi que sa capacité de stockage en ISDI+. Un dossier d'autorisation est en cours de rédaction.

L'exploitant a été en mesure de présenter de manière prompte et exhaustive les éléments justifiant le respect de la procédure d'acceptation d'un déchet amianté pris par sondage.

Toutefois, il ne disposait pas de plan à jour de l'alvéole amiante indiquant l'origine et le tonnage des déchets ainsi que les surfaces, la localisation et les dates d'exploitation. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est ainsi proposé à la signature du Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante doivent satisfaire : - à la procédure d'information préalable visée à l'article 2.2.1 auprès du producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou à la société de désamiantage ; Cette information préalable est renouvelée à chaque chantier. Elle précise la quantité de déchets concernée. - à la délivrance d'un certificat d'acceptation préalable ; - au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 2.2.3, dont le contrôle de non-radioactivité, la pesée et le contrôle visuel - à l' enregistrement dans le registre déchets visés à l'article 2.2.6. [...]
Constats : Seuls les points relatifs à la procédure d'information préalable, à la délivrance d'un certificat d'acceptation préalable et à l'enregistrement dans le registre déchets font l'objet d'un contrôle le jour de la visite. L'Inspection demande à l'exploitant de présenter les éléments de traçabilité relatifs au bordereau de suivi de déchets référencé BSDA 20240918-2AE6QJEV6. L'exploitant est en mesure de présenter rapidement : - La fiche d'information préalable établie avec la société TSB DEM en date du 16/9/2024 pour une quantité prévisible de 0,5 tonnes. - Le certificat d'acceptation préalable 30118244 valide sur la période du 17/09/2024 au 16/09/2025 ; - Le Bordereau de Suivi de Déchets d'Amiante complété par l'exploitant en date du 6 novembre 2024 qui mentionne la prise en charge de 6,64 tonnes. Le BSDA est issu de la plateforme Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.2.4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan à jour doit indiquer l'origine et le tonnage des déchets ainsi que les surfaces, la localisation et les dates d'exploitation.
Constats : Le BSDA étudié mentionne le déchargement et le stockage de deux conteneurs big-bags au sein de l'alvéole amiante. L'Inspection demande une présentation du plan à jour de l'alvéole amiante ainsi que la localisation de ces deux big-bags. En réponse, l'exploitant présente les documents référencés "alvéole amiante état au 03 janvier 2025" et "alvéole amiante état au 03 mars 2025". Ces documents ne renseignent pas sur les données réglementaires attendues, ni sur la localisation des déchets étudiés le jour de la visite. Postérieurement à la visite d'inspection et à la date du 7 avril 2025, l'exploitant n'a pas transmis à l'Inspection le document attendu. Non-conformité n°1 - L'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour indiquant l'origine et le tonnage des déchets ainsi que les surfaces, la localisation et les dates d'exploitation. En ce qui concerne la visite de terrain, l'Inspection constate la présence de nombreux morceaux de ferrailles au sol dont la taille et la forme sont susceptibles de détériorer les emballages et rompre leur étanchéité. Demande n°1 - L'exploitant portera une vigilance accrue sur l'origine /la qualité des matériaux de recouvrement employés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois